

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

(CCAP DMORN- 2025-02)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Transition Ecologique, Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Occitanie.
Direction Transports - Division Maîtrise d'ouvrage des Routes Nationales Est (Montpellier)

Mandataire

Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie par délégation de Monsieur de Préfet de la région Occitanie.

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

DREAL Occitanie -Direction transports
Division maîtrise d'ouvrage des Routes Nationales Est (Montpellier)

Objet du marché

RN580 - Déviation de Laudun-L'Ardoise 1ère phase suppression du PN38 - Aménagement paysager de la liaison GR1-GR2

Remise des offres

Date limite de réception : **01/09/2025 à 12h00** (heure locale de l'adresse du RMO)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

SOMMAIRE

Pages

Table des matières

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES.....	5
1-1. Objet du marché.....	5
1-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
1-3. Intervenants et forme des notifications.....	5
1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel.....	8
1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données).....	9
1-5. Contrôle des coûts de revient.....	9
1-6. Dispositions générales.....	9
1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :.....	12
1-6.3.4 Dispositions communes.....	12
1-7. Clauses de réexamen du marché public.....	14
1-8 Ordres de service.....	14
1-9. Propriété intellectuelle.....	14
ARTICLE 2. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	14
ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES.....	15
3-1. Tranche(s) optionnelle(s).....	15
3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes.....	15
3-3. Variation dans les prix.....	21
3-4. Modalités particulières de paiement.....	22
3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives.....	23
3-6. Augmentation du montant des travaux.....	24
ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES.....	24
4-1. Délai de réalisation.....	24
4-2. Prolongation des délais d'exécution.....	24

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance.....	24
4-4. Autres pénalités.....	25
4-4.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité.....	26
4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD.....	26
ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE.....	26
5-1. Retenue de garantie.....	26
5-2. Avances.....	26
ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS.....	27
6-1. Provenance des matériaux et produits.....	27
6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt.....	28
6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits.	28
6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.....	28
ARTICLE 7. réalisation des travaux à proximité des réseaux et IMPLANTATION DES OUVRAGES.....	28
7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux.....	28
7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).....	29
7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux.....	29
7-4. Piquetage général.....	29
7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés.....	29
ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX.....	30
8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	30
8-2. Etudes d'exécution des ouvrages.....	32
8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément.....	32
8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers.....	32
8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé.....	36
8-6. Registre de chantier.....	36
ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX.....	36
9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux.....	36
9-2. Réception.....	37
9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage.....	37
9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages.....	37

<u>9-5. Documents fournis après exécution.....</u>	<u>37</u>
<u>9-6. Délai de garantie.....</u>	<u>38</u>
<u>9-7. Garanties particulières.....</u>	<u>38</u>
<u>ARTICLE 10. RESILIATION.....</u>	<u>38</u>
<u>ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D’INSERTION.....</u>	<u>39</u>
11 .2 Suivi et bilan de l’action d'insertion.....	41
11.3 Pénalités relatives à l'insertion.....	41
11.4 Sous traitance.....	42
<u>ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</u>	<u>42</u>

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET ET DISPOSITIONS GENERALES

1-1. Objet du marché

Les prestations relèvent de la catégorie 3 au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

Elles concernent les travaux d'aménagements paysagers de la liaison GR1-GR2 sur la RN580 à Laudun-l'Ardoise suite à la mise en service.

Le ou les lieux d'exécution des prestations sont les suivants : Commune de Laudun-l'Ardoise, département du Gard (30)

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, le mandataire du groupement est solidaire, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

1-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches, l'opération de travaux n'est pas allotie.

1-3. Intervenants et forme des notifications

1-3.1. Mandataire du maître d'ouvrage

Monsieur le Directeur régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie par délégation de Monsieur de Préfet de la région Occitanie.

1-3.2. Désignation de sous-traitants en cours de marché

Le titulaire du présent marché, peut recourir à la sous-traitance, dans le respect des textes réglementaires et dans les conditions définies ci-après.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans la déclaration de sous-traitance.

Tous les sous-traitants doivent être agréés quelque soit leur rang.

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans le projet d'acte spécial.

Le titulaire doit joindre, en sus des renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP, l'attestation d'assurance de responsabilité civile professionnelle visée à l'article 1-6.3. Lors de la présentation de l'agrément d'un sous-traitant, le titulaire devra dans le DC4 préciser le co traitant de rattachement de ce sous-traitant et indiquer la répartition financière des prestations du sous-

traitants entre les tranches du marché. Dans le cadre d'un marché où l'exemplaire unique a été délivré au titulaire, ce dernier aura l'obligation de restituer l'exemplaire unique au moment de l'agrément de sous-traitant afin d'être modifié, faute de quoi l'agrément des conditions de paiement du sous-traitant ne pourra légalement intervenir.

Le titulaire devra transmettre au maître d'ouvrage le dossier d'agrément complet d'un sous-traitant au moins deux mois avant le commencement prévu de l'intervention de ce dernier. Le maître d'ouvrage fera connaître son agrément ou son refus sous un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande. L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans ce délai vaut agrément. Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de refuser les prestataires dont les compétences, références et moyens sont inappropriés à la nature et à l'ampleur des tâches qu'il est censé réaliser.

Le titulaire devra également indiquer, le cas échéant, la tranche concernée ainsi que le co-traitant de rattachement.

1-3.3. Conduite d'opération

Sans objet.

1-3.4. Maîtrise d'œuvre

Le maître d'œuvre est :

- Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée - Service d'Ingénierie des Routes de Mende - Montpellier Site de Montpellier

Il est chargé d'une mission comprenant :

Les études de projet (PRO) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;

Le calendrier prévisionnel d'exécution des travaux, la totalité des études de synthèse et le devis quantitatif détaillé (EXE) ;

L'examen de la conformité au projet et le visa des études d'exécution réalisées par les entrepreneurs (VISA) ;

La direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) ;

L'assistance au maître de l'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la "Garantie de Parfait Achèvement" (AOR) ;

L'assistance à maîtrise d'ouvrage est assurée par :

- ARCADI Aménagement et paysage : Résidence Le Saint-Marc. 15, rue Jules Vallès, 34200, SÈTE

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

1-3.5. Contrôle technique

Sans objet.

1-3.6. Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des Travailleurs (SPS)

La mission de coordination en matière de SPS en phase de réalisation est assurée par :

Société PRESENTS Montpellier
Bâtiment 18 – Parc club du Millénaire
1025 rue Henri Becquerel
34 000 MONTPELLIER

désigné dans le présent marché sous le nom de "coordonnateur SPS".

1-3.7. Ordonnancement, Coordination et Pilotage du Chantier (OPC)

Sans objet.

1-3.8 Autres intervenants

Gestionnaires de voirie :

- Pour la RN580 : DIRMED-District Rhône Cévenne- Régis Valdeyron
- Pour la voie ferrée : SNCF Réseau, pôle Maîtrise d’ouvrage, François Morel, MM Damour, Dourlent, Capel
- Pour les voies communales (Commune de Laudun) : Lionel Chevalier, directeur du pôle territorial
- Pour les RD9 et 609 : Christophe Broche, Lionel Crespo CD30, directeur UT de Bagnols/cèze
- Facilitateur clauses sociales : Hanane ASSEMI, Mission Locale Jeunes Grand Avignon

1-3.9. Représentation du maître d’ouvrage

Pour l'exécution du marché, le maître d’ouvrage est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par :

Le chef de service ou son représentant pour assumer les fonctions suivantes :

- La réception du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels lorsqu'il en fait la demande.(CCAG art. 3.6.1.5)
- La réception d'une copie de la caution personnelle et solidaire mentionnée à l'article L.2193-14 du CCP. (CCAG art. 3.6.2.4)
- La réception de l'acte donnant délégation pour paiement aux sous-traitants indirects. (CCAG art. 3.6.2.6)
- La réception des demandes du titulaire de constatations contradictoires en cas de carences du maître d'oeuvre et la fixation de la date des constatations. (CCAG art. 11.6)
- L'information par le titulaire de l'absence de transmission de l'état d'acompte par le maître d'oeuvre. (CCAG art. 12.2.2)
- La réception de la mise en demeure par le titulaire d'établir le décompte général. (CCAG art. 12.4.2)
- La réception du décompte général. (CCAG art. 12.4.4)
- La communication des résultats des sondages pour le piquetage spécial. (CCAG art. 27.3.1)
- La réception du plan de prévention ou du PPSPS dans le cadre de l'article L4532-9 du code du travail. (CCAG art. 28.3)
- La réception de la demande du titulaire pour fixer la date des opérations préalables à la

réception en cas de carence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)

- La réalisation des opérations préalables à la réception en cas d'absence du maître d'oeuvre. (CCAG art. 41.1.2)

1-3.10. Notifications par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques

a) Si la décision ou l'information fait courir un délai en mois ou en jours :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG, la notification des décisions, observations ou informations qui font courir un délai est faite par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception dans les conditions précisées ci-après. Cette notification peut être faite par le biais du profil acheteur ou à l'adresse postale ou électronique des parties mentionnées à l'article 1er de l'acte d'engagement.

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé de réception du message (généralisé par la plateforme de dématérialisation en cas de notification par le biais du profil acheteur ou par l'application informatique du destinataire en cas de notification à l'adresse électronique) par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du destinataire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures. Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par mail et il sera réputé l'avoir reçu 24 heures après la date d'envoi figurant sur le courriel initialement adressé.

b) Si la décision ou l'information fait courir un délai en heures :

Par dérogation à l'article 3.2.1 du CCAG, dans ce cas les délais commenceront à courir dès l'heure de réception de l'accusé de réception du message (généralisé par la plateforme de dématérialisation en cas de notification par le biais du profil acheteur ou par l'application informatique du destinataire en cas de notification à l'adresse électronique).

Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du destinataire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé de réception dans un délai qui ne devra pas excéder 1 heure. Dans le cas où le destinataire n'accuserait pas réception, une copie du courriel lui sera adressée par mail et il sera réputé l'avoir reçu 1 heure après la date d'envoi figurant sur le courriel initialement adressé.

1-4. Obligation de confidentialité et mesures de sécurité, protection des données à caractère personnel

1-4-1 Obligation de confidentialité

En application de l'article 5-1 du CCAG, le titulaire s'engage à la plus grande discrétion concernant les éléments de toute nature qui lui sont communiqués par le maître d'ouvrage et s'interdit de les porter à la connaissance de quiconque sans autorisation préalable de ce dernier.

La méconnaissance de cette obligation entraîne l'application de la pénalité définie à l'article 4.4.7 du présent CCAP.

1-4-2 Sites sensibles

Sans objet.

1-4-3 RGPD (Règlement général sur la protection des données)

En application de l'article 5-2 du CCAG, et d'une façon générale le titulaire est responsable du traitement des données personnelles qu'il réalise pour son propre compte et le Maître d'ouvrage est responsable du traitement des données personnelles qu'il communique au titulaire qui doit en assurer la confidentialité et la sécurité dans les conditions particulières définies dans le contrat.

L'exécution du présent marché ne requérant pas pour le titulaire l'accès à des données personnelles détenues par le maître d'ouvrage ni le traitement de telles données, il n'est donc pas prévu de dispositions particulières à cet effet.

Toutefois, si en cours d'exécution du marché, le titulaire devait avoir accès à de telles données ou en assurer le traitement, il devra en alerter le Maître d'ouvrage afin de convenir ensemble des mesures particulières nécessaires à la protection de ces données dans le respect des exigences du règlement de l'Union européenne 2016/679 du 27/04/2016.

En cas de carence du titulaire dans son devoir d'alerte, il sera fait application de la pénalité prévue à l'article 4.4.8 du présent CCAP.

1-5. Contrôle des coûts de revient

Sans objet.

1-6. Dispositions générales

1-6.1. Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RMO, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RMO, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 50.3.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de groupement, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

1-6.2. Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

1-6.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du CCP, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3-4 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

1-6.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute

la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :

- les salariés détachés par ses soins,
- les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
- ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.

- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire dans les conditions définies à l'article 50.3 du CCAG.

c/ Obligation d'affichage

Dès la date d'intervention des travailleurs détachés, le titulaire porte à la connaissance des salariés détachés, par voie d'affichage dans le local vestiaire prévu par l'article R. 4534-139 du code du travail, et tient en bon état de lisibilité, les informations requises par l'article D. 1263-21 du code du travail.

L'affichage doit être traduit dans l'une des langues officielles parlées dans chacun des États d'appartenance des salariés détachés sur le chantier.

Le titulaire informe sans délai le maître d'ouvrage de cet affichage.

A défaut, tout manquement fera l'objet d'une pénalité dans les conditions définies à l'article 4-4.6.

1-6.3. Responsabilités et Assurances

1-6.3.1 Responsabilités

D'une manière générale, le titulaire assume les risques et responsabilités découlant des lois règlements et normes en vigueur. A ce titre, le titulaire répond notamment des responsabilités et garanties résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-2, 1792-3 et 1792-4-1 du code civil.

1-6.3.2 Assurances de responsabilité civile de droit commun

Le(s) titulaire(s) et ses(leurs) sous-traitants éventuels doivent être garantis par une police destinée à couvrir leur responsabilité civile en cas de préjudices causés à des tiers, y compris le maître d'ouvrage et aux autres intervenants à la suite de tout dommage corporel, matériel et immatériel consécutif ou non à un dommage corporel et/ou matériel, du fait de la réalisation des travaux, qu'ils soient en cours d'exécution ou terminés.

En cas de travaux sur existants, ces garanties doivent être étendues aux dommages causés aux parties anciennes du fait des travaux entrepris.

Les polices d'assurance doivent apporter pendant et après les travaux les minimums de garantie suivants, adaptés au risque de l'opération objet du marché :

- dommages corporels : 4 500 000 € par sinistre ;
- dommages matériels et/ou immatériels : 750 000 € par sinistre.

1-6.3.3 Assurances de responsabilité civile décennale :

Le(s) titulaire(s) du marché déclare(nt) avoir souscrit une police d'assurance de responsabilité décennale en état de validité au jour de l'ouverture du chantier le(s) garantissant pour les travaux confiés. Cette police comporte les garanties suivantes :

- Garantie effondrement avant réception
- Responsabilité civile décennale y compris au profit des existants totalement incorporés et techniquement indivisibles
- Dommages immatériels consécutifs à sinistres engageant la responsabilité civile décennale du titulaire

L(es) entreprise(s) titulaire(s) justifie(nt) de sa(leur) police d'assurances individuelle de responsabilité civile décennale par une attestation d'assurances conforme à l'arrêté du 5 janvier 2016 émanant de sa(leur) société d'assurances.

Chaque entreprise devra être en mesure de justifier de l'état d'assurance de ses soustraitants au fur et à mesure de leur désignation. Les stipulations du contrat des dits sous-traitants devront prévoir au minimum, la couverture de la réparation des dommages de la nature de ceux qui engagent la responsabilité civile décennale des constructeurs au sens des articles 1792, 1792-2, et 1792-4-1 du Code civil.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale.

1-6.3.4 Dispositions communes

Par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le(s) attributaire(s) du(es) marché(s) aura(ont) fourni une attestation avant la notification du marché, émanant de sa(leur) compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de ses(leurs) sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Pendant toute la durée de l'exécution de son(leur) marché, le(s) titulaire(s) adresse(nt) ces attestations au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la date d'expiration de la garantie antérieure.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le(s) titulaire(s) justifie(nt), y compris pour ses(leurs) éventuels sous-traitants, qu'il(s) acquitte(nt) ses(leurs) primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...) est notifiée au Maître d'Ouvrage.

Le(s) titulaire(s) mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage(nt) à obtenir de son(leur) assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture d'un titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner la

résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

1-6.4. Réalisation de prestations similaires

Sans objet.

1-6.5. Clauses sociales et environnementales

1-6.5.1. Clauses sociales

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Il s'agit de l'action d'insertion professionnelle des publics en difficulté décrite à l'article 11 ci-après qui fait l'objet d'un article dans l'acte d'engagement.

1-6.5.2. Clauses environnementales

Conformément à l'article n ° 20.2 du CCAG, les pièces particulières du marché fixent des prescriptions environnementales notamment pour la réduction des nuisances, la gestion des déchets, les modalités de transport, et la qualité environnementale des matériaux.

Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Les conditions d'exécution du marché comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable portant notamment sur :
- la protection du milieu physique (hydrogéologie, hydrologie, captage d'eau) et en particulier des zones humides et des ruisseaux ;
- la protection du milieu naturel (protection des habitats et des espèces sensibles ou protégées présentes sur le site) ;
- les nuisances sonores attendues du chantier ainsi que les mesures prises pour les limiter tout au long des travaux ;
- la gestion des déchets de chantier ;
- les mouvements de matériaux et la gestion des stocks,
- les mesures visant à limiter l'émission de polluants afin de préserver la qualité de l'air et la santé des riverains.

Ces conditions sont décrites au travers de la Notice de Respect de l'Environnemental (NRE) et du Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE).

La recherche de performance environnementale est une exigence demandée par le

maître d'ouvrage. Elle constitue par ailleurs un critère de choix pour le classement des offres remises par les candidats (article 4.2 du présent règlement de consultation). Le maître d'ouvrage, par l'intermédiaire du maître d'œuvre, veillera à ce que les engagements pris par le titulaire dans le Plan de Respect de l'Environnement (PRE), qui reprend les éléments du SOPRE (Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement) inclus dans la remise de son offre, soient parfaitement appliqués lors de l'exécution des travaux. En particulier, les pénalités prévues au chapitre 4.4 du CCAP seront appliquées en cas de besoin.

B Élimination des déchets

L'élimination des déchets du chantier est soumise aux obligations prévues notamment par la loi du 15 juillet 1975 modifiée par la loi du 13 juillet 1992. Le stockage et la mise en décharge des déchets obéissent à des règles particulières notamment au plan départemental d'élimination des déchets. Le titulaire du marché est responsable des déchets issus des travaux objet du présent marché. Il met en place les conditions nécessaires à l'élimination de ces déchets et de leur traçabilité.

1-6.6. Autres dispositions générales

En complément de l'article 17.3 du CCAG, en cas de pertes, avaries ou dommages provoqués sur ses chantiers par un phénomène naturel qui n'était pas normalement prévisible ou en cas de force majeure, toute indemnisation du titulaire est en outre subordonnée à la preuve que les sommes réclamées n'ont fait l'objet, et ne pouvaient faire l'objet, d'aucun règlement au titulaire par son ou ses assureurs

1-7. Clauses de réexamen du marché public

Les stipulations du CCAG (Art. 54) sont seules applicables.

1-8 Ordres de service

L'ordre de service est la décision du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

Les modalités de coopérations entre le Maître d'ouvrage et le Maître d'Œuvre seront formalisées au plus tard durant la période de préparation.

1-9. Propriété intellectuelle

Pour les prestations couvertes par des droits de propriété intellectuelle, les stipulations du chapitre 6 du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 2. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité, les suivantes :

- L'acte d'engagement et ses annexes éventuelles (les actes spéciaux de sous-traitance,

les décompositions de prix forfaitaires : chapitre 1 - n°101 à 107 ; chapitre 8 – n° 802 , 808, 809, 810 et les sous-détails de prix unitaires : chapitre 2 – n°204 à 206 ; chapitre 4 – n° 402 ; chapitre 5 – n° 504 et 505 ; chapitre 6 – n° 604 et 605 ; chapitre 7 – n° 704 et 705 ; chapitre 8 – n° 801, 811) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi **(daté et signé par les représentants habilités des parties)** ;

- Le présent CCAP et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi, comprenant les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants ;
- Le CCAG applicable aux marchés publics de travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du RMO fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (CCTG) applicables aux marchés publics de travaux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel qu'il est défini à l'article 3-3.2 du présent CCAP ;
- Le bordereau des prix et ses annexes
- Le détail estimatif ;
- Le Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGSCSPS) ;
- La Notice de Respect de l'Environnement ;
- Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché
-

Engagements unilatéraux du titulaire :

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, à l'exception de ceux cités à l'article 2 ci-dessus, les éléments de l'offre remise par le titulaire et notamment les modalités d'organisation pour mener à bien la mission, et l'organigramme des moyens humains mobilisés ne constituent pas une pièce contractuelle, mais des engagements unilatéraux de sa part vis-à-vis du maître d'ouvrage, qui pourra par conséquent à tout moment, exiger de lui le strict respect des dispositions contenues dans ces documents.

Toutefois, le titulaire pourra proposer à l'agrément du maître d'ouvrage des modifications de ces documents en cours d'exécution de sa mission. Le maître d'ouvrage fera connaître son agrément ou son refus sous un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la réception de la demande.

L'absence de réponse du maître d'ouvrage dans ce délai vaut agrément des modifications présentées.

En revanche, s'agissant d'engagements unilatéraux du titulaire, ces documents ne lui confèrent pas de droits, de sorte qu'il ne pourra s'en prévaloir d'une quelconque manière, notamment à l'appui d'une quelconque forme de réclamation au motif notamment que les moyens effectivement mis en œuvre pour réaliser sa mission diffèreraient de ceux qu'il avait décrits dans

ces documents.

ARTICLE 3. PRIX ET MODE D'EVALUATION DES OUVRAGES

VARIATION DANS LES PRIX - REGLEMENT DES COMPTES

3-1. Tranche(s) optionnelle(s)

Sans objet.

3-2. Contenu des prix - Mode d'évaluation des ouvrages et de règlement des comptes

3-2.1. Les prix du marché sont hors TVA et sont établis en tenant compte de l'ensemble des prescriptions définies dans les pièces du marché :

- des dépenses liées aux mesures particulières concernant la Sécurité et la Protection de la Santé (SPS), de la notification du marché à la fin du délai de garantie de parfait achèvement ;
- des dépenses liées aux mesures particulières concernant le tri, l'évacuation et l'élimination des déchets, dont l'entrepreneur est le producteur, conformément à la législation en vigueur ;
- des dépenses liées aux mesures particulières de protection de l'environnement conformément à la législation en vigueur ainsi que les dépenses de remise en état des ouvrages à la fin des travaux, législation et contraintes locales imposant d'éventuelles restrictions ou obligations en matière de pollution atmosphérique, sonore, pollution des eaux et de gestion des déchets.
- Les intempéries seront constatées conformément aux articles 17 et 18.3 du CCAG.

En tenant compte des précautions, prestations et frais complémentaires, et en particulier :

- indemnités d'occupations temporaires, de location ou de redevance et de remise en état des terrains éventuellement utilisés par l'entrepreneur en dehors des emprises mises à sa disposition par le maître d'ouvrage et éventuellement nécessaires pour les installations de chantier, les circulations diverses, etc ;
- dépenses de chantier liées aux installations de chantier, aux accès et à leur entretien;
- maintien et entretien des accès aux propriétés riveraines ainsi qu'aux routes existantes (y compris chemins agricoles) ;
- surveillance, nettoyage de la voirie publique aux abords du chantier et des sites de dépôts des déblais pendant la durée des travaux (enlèvement de la boue, balayage des chaussées, lavage si nécessaire,...). Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, en cas de dégradations, les chaussées devront être immédiatement et intégralement réparées aux frais de l'entreprise et en suivant les indications fournies par le maître d'œuvre;
- mesures de sécurité et de maintien en état de fonctionnement permanent de tout réseau et/ou canalisation existante, y compris le piquetage préalable à la reconnaissance des réseaux souterrains et aériens ainsi que l'établissement d'un plan constat;
- obtention des autorisations administratives nécessaires : notamment celles relatives à l'incidence du chantier sur les conditions de circulation sur les voies publiques;
- respect des consignes d'Hygiène et de Sécurité;
- jours hors chantiers ;
- remise en état de terrains, d'ouvrages et d'emplacements occupés ou utilisés par le

chantier ;

- protection des eaux de ruissellement et des eaux souterraines contre les risques de pollution de toute nature due à l'exécution des travaux (boues de forage s'il y a lieu, engins de forage, de levage, de terrassement, de transport, etc.) ;
- prise en compte de l'existence de sources, poches d'eau et nappes phréatiques, lors de la réalisation des travaux, et notamment des fondations, des travaux de confortement et des accès en général (piste d'accès, démolitions, fouilles et terrassements, pompages dans les fouilles, etc.) ;
- maintien des écoulements hydrauliques existants pendant toute la durée des travaux ;
- toutes contraintes de phasages, ainsi que toutes sujétions d'élaboration ou de mise en œuvre décrites dans les pièces constitutives du marché ;
- renforcement des pistes d'accès existantes et voies publiques utilisées à proximité du chantier en fonction du matériel devant transiter ainsi que leur entretien permanent ;
- le dimensionnement et la mise en place, aux frais du titulaire, des dispositifs de dérivation, de drainage, d'assainissement des pistes et des plates-formes et de traitement provisoires des eaux de ruissellement pendant la phase des travaux, pour assurer l'exutoire de l'ensemble des eaux ruisselant sur le site des travaux, et toutes sujétions liées à la présence d'eau pendant la réalisation des travaux, en particulier tous frais de pompage pour assainir le chantier et éviter la pollution des eaux ;
- tous les frais d'outillage, y compris le double transport, la location, les pertes et avaries, les fournitures d'énergie, les frais d'entretien, de réparation et de fonctionnement ;
- tous les frais de main d'œuvre, y compris les charges afférentes et les indemnités diverses pour déplacements, paniers, intempéries, etc. ;
- dépenses de chantier liées aux installations de chantier et aux accès, (frais de gardiennage de jour comme de nuit des installations et de clôtures provisoire pendant la durée du chantier) y compris la période entre les OPR et la réception ;
- l'entreprise devra prendre toutes dispositions d'exécution adaptées pour l'exécution des travaux à proximité des bâtiments riverains des rues et espaces à traiter, notamment pour les phases de terrassements, décaissements en rives de chaussées, compactage des fonds de forme, mise en œuvre des diverses couches de structure ainsi que pour la réalisation des tranchées pour réseaux divers ;
- la réalisation du chantier devra impérativement tenir compte de la nécessaire coordination avec les entreprises et services devant travailler en même temps sur le chantier, notamment les différents services (ou leurs entreprises dûment mandatées) pour les réalisations des essais de contrôles, des travaux de mises en services des divers réseaux (EU, EP, AEP, réseaux électriques, téléphoniques) ainsi que des déposes d'ouvrages à supprimer.

3-2.2. Outre les facilités dont pourrait bénéficier l'entreprise pour l'installation de ses chantiers, en application du 8-4.1 ci-après, le maître d'ouvrage ne fournira aucune prestation à titre gratuit.

3-2.3. Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché sont réglés par application des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix.

3-2.4. Sous-détail ou décomposition supplémentaire de prix

Dans les vingt jours à compter de la demande du maître d'œuvre par ordre de service, le titulaire fournira toutes les décompositions des prix forfaitaires et sous-détail des prix unitaires autres que ceux demandés au règlement de consultation.

3-2.5. Le calcul des décomptes et des acomptes est effectué par le système de gestion et d'exécution des marchés du ministère (GEMME) sur lequel le titulaire du marché peut obtenir toute information souhaitée auprès du maître d'œuvre.

S'agissant des prix forfaitaires, l'utilisation de l'application GEMME implique que le montant du prix forfaitaire indiqué dans le projet de décompte ne pourra résulter d'un taux d'avancement de plus de 3 décimales de ce prix. Le prestataire devra tenir compte de cette contrainte dans l'établissement de son projet de décompte. A défaut les projets de décompte seront rejetés.

Pour la bonne utilisation de ce système, il est dérogé aux 1.1, 1.7 et 3.1 de l'article 12 du CCAG travaux dans les conditions suivantes :

A. Décomptes et acomptes mensuels

Avant la fin de chaque mois, le titulaire remet uniquement au maître d'œuvre un projet de décompte mensuel assorti du calcul des quantités prises en compte faisant ressortir les quantités ou pourcentages arrêtés à la fin du mois précédent, des prestations réalisées depuis le début du marché. Il contient pour les travaux à l'entreprise, une référence à tous les prix du marché provisoires ou définitifs. Si le marché est passé avec un groupement qui ne dispose pas d'un compte unique, le projet de décompte indiquera la répartition des sommes dues à chacun des co-traitants. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle du projet de décompte notamment pour ce qui est du délai global de paiement.

Le projet de décompte mensuel, établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre qui le transmet au système GEMME. Le système édite en application des clauses du marché, le décompte et l'état de règlement.

Le maître d'œuvre notifie au titulaire, par ordre de service, l'état de règlement, l'état de prestations et le projet de prestation mensuel à utiliser le mois suivant. La remise de cet état implique les mêmes effets que celle de l'état d'acompte mensuel tel que défini à l'article 12.2.1 du CCAG travaux.

B. Décompte final

Le titulaire valide et adresse simultanément au maître d'ouvrage et au maître d'œuvre, sous 30 jours à compter de la notification de la décision de réception des travaux, le projet de décompte final établi par GEMME indiquant les quantités totales des prestations réellement exécutées.

Toutefois, s'il est fait application des stipulations de l'article 41.5 du CCAG, la date du procès-verbal constatant l'exécution des travaux visés à cet article est substituée à la date de notification de la décision de réception des travaux comme point de départ du délai de trente (30) jours ci-dessus.

Ce projet de décompte final prend en compte les prestations afférentes au dernier mois d'exécution.

Ce projet de décompte final tient lieu de projet de décompte final mentionné au CCAG travaux. Le titulaire est lié pour les indications figurant sur le projet de décompte final, sauf sur les points ayant fait l'objet de réserves et/ou réclamations antérieures de sa part.

Le projet de décompte final établi par le titulaire est accepté ou rectifié par le maître d'œuvre, qui le transmet au système GEMME. Le système édite alors le décompte final, l'état du solde et la récapitulation des acomptes et du solde formant le décompte général.

Par dérogation au 12.4.2 du CCAG, le décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur avant la plus tardive des trois dates ci-après :

- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final transmis par le titulaire ;
- Quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage du projet de décompte final transmis par le titulaire ;
- Douze (12) jours après la publication de l'index de référence permettant la révision définitive du solde.

Par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, si le maître d'ouvrage n'a pas notifié le décompte général dans les délais ci-dessus, le titulaire le met en demeure d'y procéder avec copie au maître d'œuvre.

Toujours par dérogation à l'article 12.4.4 du CCAG, l'absence de notification au titulaire du décompte général, signé par le maître d'ouvrage dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception de cette mise en demeure, autorise seulement le titulaire à saisir le tribunal administratif de sa demande d'établissement du décompte général. Elle ne saurait en aucun cas faire naître un décompte accepté tacitement par le maître d'ouvrage.

Si un sous-traitant du titulaire met en demeure le maître d'ouvrage de lui régler directement certaines sommes qu'il estime lui être dues par le titulaire au titre du contrat de sous-traitance, en application des dispositions des articles 6 et 8 ou 12 et 13 de la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance, le représentant du maître d'ouvrage peut retenir les sommes réclamées sur celles qui restent à payer au titulaire. Les sommes ainsi retenues ne portent pas intérêt.

Si le droit du sous-traitant est définitivement établi, le représentant du maître d'ouvrage paie le sous-traitant et les sommes dues au titulaire sont réduites en conséquence.

3-2.6. Modalités de transmission et de paiement

3-2-6-1 Modalités de transmission des pièces de paiement

Le terme "facture" désigne dans le présent marché "le projet de décompte"

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

Conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du CCP, l'obligation de transmettre les projets de décompte sous forme électronique s'impose à tous les titulaires de marchés conclus avec l'Etat.

La transmission des factures sous forme dématérialisée s'effectue après inscription sur le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr>

Les modalités d'utilisation du portail "Chorus Pro" sont disponibles en cliquant sur le lien

suivant :

<https://communaute-chorus-pro.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées devront comporter, les mentions prévues à l'article D.2192-2 du CCP ainsi que :

- Le numéro de marché « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».
- Le numéro de SIRET de l'ETAT : 11 000 201 100 044
- Le code du service exécutant de la dépense : CGFB200031
- Le numéro d'engagement juridique (EJ) « *qui sera transmis par le service ordonnateur suite à la notification du marché* ».
- Les coordonnées bancaires du ou des compte(s) où doit(vent) être portés les paiements ;
- L'adresse du maître d'ouvrage

3-2-6.2 Modalités de paiement

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 à L.2192-14 et R.2192-31 à R.2192-34 et R.2192-36 du CCP, au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le maître d'ouvrage confie au maître d'œuvre la décision de suspension du délai de paiement prévue aux articles R.2192-27 à R.2192-30 du CCP. Le maître d'œuvre notifie la décision de suspension du délai de paiement par ordre de service envoyé au titulaire par tout moyen permettant d'attester une date certaine de réception.

3-2.7. Approvisionnements

Par dérogation à l'article 10.4 du CCAG, il n'est pas prévu de prise en compte des approvisionnements dans le versement des acomptes.

3-2.8. Répartition des dépenses communes de chantier

Les stipulations du CCAG sont applicables.

3-3. Variation dans les prix

Les répercussions sur les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des travaux sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

3-3.1. Les prix sont révisibles par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et suivant les modalités fixées aux articles 3-3.3 et 3-3.4.

3-3.2. Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont établis sur la base des conditions économiques du mois fixé en page 1 de l'acte d'engagement. Ce mois est réputé correspondre à celui de la date à laquelle le candidat a fixé son prix remis dans son offre finale. **C'est le mois de remise de l'offre.**

Ce mois est appelé "mois zéro" (m_0).

3-3.3. Choix de l'index de référence

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour la révision des travaux faisant l'objet du marché est :

EV1 : Travaux de végétalisation
EV4 : Travaux d'entretien d'espaces verts
TP01 : Travaux de finitions

—Ces index sont publiés sur le site internet de l'INSEE ou du ministère en charge du calcul des index. (site Internet <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3534556>)

Les index de référence sont appliqués aux prix suivants :

Index	Prix
EV1	Les prix des chapitres 1, 2, 3 et 4
EV4	Les prix des chapitres 5, 6 et 7
TP01	Les prix du chapitre 8

Par dérogation à l'article 12.2.1, **la variation des prix ne s'applique pas aux pénalités et aux primes.**

3-3.4. Modalités de révision des prix

Le coefficient de révision C_n est donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

avec : I_0 = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix ;

I_n = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations.

La périodicité de la révision suit la périodicité de l'acompte.

En application des articles R.2191-27 à R.2191-29 du CCP, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation contractuelle des prestations ou à la date de réalisation réelle si celle-ci est antérieure.

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

Le coefficient de révision des prix est arrondi au millième supérieur.

3-3.5. Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché, sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard ont pour objet de réparer un préjudice subi par le maître d'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. Elles sont situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de la liquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le maître d'ouvrage et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire (autoliquidation) ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Le maître d'ouvrage règle le sous-traitant sur la base d'une facture hors taxe et la TVA correspondante est versée au titulaire qui procède à son autoliquidation. Dans le cas particulier de l'avance versée à un sous-traitant à paiement direct, le titulaire doit également autoliquider la TVA correspondante.

3-4. Modalités particulières de paiement

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, la signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à leur payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'annexe de l'acte d'engagement.

Le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant transmet une **demande de paiement** via Chorus Pro pour les prestations relevant de son périmètre (cadre de facturation A10) . Le titulaire du marché dispose d'un délai de 15 jours pour la traiter.
- Dans le cadre des marchés de travaux, conformément à l'article 12.5.1 du **CCAG Marchés de travaux**, la **maîtrise d'œuvre** reçoit la demande de paiement du sous-traitant.
- Chorus Pro notifie par courriel au titulaire l'émission d'une demande de paiement d'un sous-traitant.
- Dans tous les cas (acceptation, refus ou non intervention du titulaire dans Chorus Pro dans le délai de 15 jours), la demande de paiement est acheminée à la MOE. ;
- Le maître d'œuvre adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le maître d'ouvrage procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus, compté à partir de la réception par le maître d'ouvrage de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le maître de l'ouvrage de l'avis postal mentionné au troisième

alinéa ;

- Le maître d'ouvrage informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au maître d'ouvrage une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

3-5. Modalités de fixation des prix des prestations supplémentaires ou modificatives

Toute prestation supplémentaire ou modificative pour laquelle le marché n'a pas prévu de prix fait l'objet d'un ordre de service fixant provisoirement un prix nouveau. Cet OS fait suite à une consultation du titulaire par le Maître d'Œuvre et à un accord du Maître d'Ouvrage.

Par dérogation à l'article 13.5 du CCAG, tout prix nouveau fera l'objet d'un avenant ou décision de poursuivre y compris ceux déjà rendus définitifs dès lors qu'ils n'ont pas fait l'objet d'observations de la part du titulaire dans un délai de 30 jours suivants l'ordre de service qui lui a été notifié par le maître d'œuvre.

3-6. Augmentation du montant des travaux

En l'absence de la décision prévue à l'article 14.4.2 et par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG, le titulaire ne pourra exécuter aucune prestation au-delà du montant du marché sans un avenant ou une décision de poursuivre signée par le MOA. Cet acte indiquera le montant limite jusqu'auquel les travaux pourront être poursuivis. Il sera notifié au titulaire par ordre de service.

Par dérogation à l'article 14.4 du CCAG, le titulaire est tenu d'aviser conjointement le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre, quarante-cinq (45) jours au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

Les travaux qui seront exécutés au-delà du montant contractuel ne seront pas payés.

ARTICLE 4. DELAI DE REALISATION - PENALITES, PRIMES ET RETENUES

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG, les pénalités de retard ne sont pas plafonnées.

Conformément à l'article 19.1.1 du CCAG, toutes les pénalités journalières s'appliquent sur les jours calendaires.

Les pénalités sont appliquées par dérogation à l'article 19.3 par pré compte sur les états d'acompte sans pour autant priver le maître d'ouvrage de la possibilité de les appliquer pour la première fois au stade du décompte général.

4-1. Délai de réalisation

Les stipulations correspondantes figurent dans l'acte d'engagement.

4-2. Prolongation des délais d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3. Pénalités pour retard d'exécution - Primes d'avance

Les pénalités pour retard d'exécution sont encourues suite à procédure contradictoire conformément à l'article 19.2.4 du CCAG.

4-3.1. Pénalités pour retard d'exécution

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-3.2. Pénalités pour retard d'exécution des délais distincts

Par dérogation à l'article 19.2.5 du CCAG, les pénalités appliquées sur les délais distincts seront maintenues même si le délai global est respecté.

Les pénalités sont cumulables y compris celles pour retard sur l'exécution du délai global et des délais partiels.

4-3.3. Primes d'avance

Sans objet.

4-4. Autres pénalités

Les dispositions des articles 19.1.3 et 19.2.4 du CCAG s'appliquent à toutes les pénalités autres que retard d'exécution, sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire, à l'exception de l'article 4-4.5 qui fera l'objet d'une mise en demeure.

4-4.1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

4-4.2. Documents fournis après exécution

En cas de retard dans la fourniture des documents telle qu'elle est prévue à l'article 9-5, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 € HT.

4-4.3. Période de préparation

En cas de non respect de l'ensemble de ses obligations prévues pendant la période de préparation fixées à l'article 8-1 ci-après, le titulaire encourt une pénalité journalière fixée à 100 €.

4-4.4. Rendez-vous de chantier

Les comptes-rendus de chantier valent convocation des entreprises dont la présence est requise.

Les rendez-vous de chantier sont fixés par le maître d'œuvre.

En cas d'absence à la réunion de chantier le titulaire encourt une pénalité fixée à 500 €.

4-4.5. Clauses sociales

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 20.1.5 du CCAG-Travaux sont stipulées à l'article 11.8 du présent CCAP.

4-4.6. Pénalités pour carence dans l'obligation d'affichage des informations concernant les travailleurs détachés

A défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article infra, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 euros pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.

4-4.7 Pénalités pour non respect des clauses de confidentialité

En cas de non respect des obligations de confidentialité fixées à l'article 1-4 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 500 €

4-4.8. Pénalité pour non respect de la réglementation RGPD

En cas de non respect du devoir d'alerte défini à l'article 1.4.3 du CCAP, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire de 1000 €

4-4.9. Autres pénalités diverses

En application de l'article L.8222-6 du code du travail, une pénalité journalière de 2 000 € pourra être infligée à l'entreprise qui ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L8221-3 à 8221-5 du code du travail.

Le montant cumulé de ces pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché et ne peut dépasser le montant des amendes encourues en application des articles L8224-1, L8224-2 et 8224-5 du code du travail.

À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

4-4.10. Pénalité de retard pour les travaux de levée des réserves à la réception

Tout retard dans la réalisation des travaux nécessaires à la levée de tout type de réserve prononcée dans la décision de réception des travaux, donnera lieu à l'application d'une pénalité de retard de 1 000€/ jour de retard.

4-4.11. Pénalités pour travail dissimulé

Au regard de la loi 2011-525 du 17 mai 2011, une pénalité s'applique en cas de manquement à la réglementation relative au travail dissimulé mentionnée aux articles L 8221, 3 à 5 du code du travail. Cette pénalité s'applique dans deux limites :

- le montant est de 550 € par jour calendaire ;
- il ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L 8224-1, 2 à 5 du code du travail.

À défaut de correction des irrégularités dans un délai de 15 jours, le représentant du maître d'ouvrage se réserve le droit soit d'appliquer ces pénalités, soit de résilier le marché sans indemnité aux frais et risques de l'entrepreneur.

4-4.12. Pénalités environnementales pour dommages causés à l'environnement ou aux tiers

Les pénalités pour atteinte à l'environnement sont déclinées en trois catégories :

- Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement ;
- Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables ;
- Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes.

Les tableaux suivant établissent les pénalités environnementales applicables en cas d'infractions constatées pour/sur le chantier, par le maître d'ouvrage et/ou le maître d'œuvre. Cette liste est non exhaustive.

Pour chaque infraction constatée, l'entrepreneur dispose d'un délai de 48 heures de mise en conformité, sous peine de renouvellement de pénalité. En cas de récidive, le montant de la pénalité est doublé.

a) Les infractions de comportement et toute autre action sans conséquence sur l'environnement :

Infractions constatées par cas constaté et/ou par jour calendaire	Montant HT applicable / pénalité
<ul style="list-style-type: none">• Non-respect des législations sur l'environnement (eau, air, bruit, déchets) sans conséquence grave sur l'environnement.• Mauvaise organisation de la gestion des déchets sur le chantier (non mise en place des dispositions, erreur dans tri sélectif, défaut de stockage, abandon de déchets, mauvaise traçabilité...),• Absence de poubelles au niveau de l'installation de chantier, abandon de déchets sur l'emprise ou en dehors,...	500 €
<ul style="list-style-type: none">• Absence des kits anti-pollution dans les engins ou sur les zones de travaux.• Mauvaise organisation de la circulation des engins entraînant une perturbation du trafic.• Entretien d'engin ou ravitaillement en carburant réalisé en dehors des zones autorisées.	500,00 €

b) Les atteintes à l'environnement ou dégradations réparables :

Infractions constatées par cas constaté et/ou par jour calendaire	Montant HT applicable / pénalité
<ul style="list-style-type: none">• Non-respect de la législation pour le brûlage des produits de déboisage, de dessouchage ou de déchets de chantier.• Défaut d'entretien des clôtures et barrières protégeant le milieu naturel.• Pompage d'eau pour les besoins du chantier en dehors des emplacements définis par le maître d'œuvre.	1 000 €

<ul style="list-style-type: none"> ● Défaut, mauvaise adaptation ou absence d'entretien des dispositifs provisoires de traitement des eaux, de ruissellement (décanteurs, bassin, filtres, fossés, dispositif de nettoyage,...). ● Défaut d'intervention suite à l'apparition d'espèces exotiques envahissantes. ● Nettoyage insuffisant du chantier et de ses abords. ● Non-respect d'autres prescriptions ou exigences environnementales définies au marché, non visée dans la présente liste. 	
<ul style="list-style-type: none"> ● Coupe de végétaux en dehors des secteurs autorisés, sans autorisation écrite du maître d'œuvre. ● Non-respect des clauses environnementales relatives au Bruit, Air et Santé, émission de poussières ou d'odeurs sans mise en place de dispositifs réducteurs, dépassement des seuils de bruit des chantiers autorisés et non-respect des horaires de travail autorisés par la réglementation... ● Absence ou mauvais dimensionnement d'un dispositif de rétention étanche pour le stockage de tout produit polluant ou dangereux (y compris déchets) 	2 000 €
<ul style="list-style-type: none"> ● Vidange intentionnelle, rejet direct, fuite de tout produit polluant, dangereux ou toxique effectué sur le chantier, sur le sol ou dans les eaux superficielles. ● Constat d'atteinte et de dégradation par pénétration d'engin dans les zones naturelles sensibles et toutes zones interdites, y compris constat d'engin dans le lit mineur des cours d'eau, non-respect des limites d'emprises préservées. 	5 000,00 €

c) Les dégradations irréversibles, destructions de milieux ou pollutions importantes :

Infractions constatées par cas constaté	Montant HT applicable / pénalité
<ul style="list-style-type: none"> ● Destruction d'espèces animales ou végétales protégées et de milieux à fort intérêt, ● Rejet d'hydrocarbures ou de produits toxiques dans les eaux superficielles entraînant une mortalité de la faune ou atteinte à la nappe souterraine, ● Pollution avérée d'un milieu sensible (cours d'eau, zone humide), ● Élimination des déchets de chantier selon des filières non autorisées ou inadaptées. 	10 000,00 €

L'entrepreneur informe dans les plus brefs délais le maître d'œuvre et le maître de l'ouvrage de tout dommage causé à l'environnement pendant l'exécution du marché. Il informe également l'autorité compétente en cas d'atteinte aux milieux (en particulier la police de l'eau en cas de pollution des eaux superficielles ou souterraines).

L'entrepreneur remédie, à ses frais et risques, à toutes les atteintes portées à l'environnement en cours d'exécution du marché, en apportant les mesures correctives dans les plus brefs délais.

Le maître d'ouvrage suspend les paiements jusqu'à détermination du montant nécessaire à la réparation du dommage causé à l'environnement et à l'indemnisation éventuelle des tiers.

Il applique une retenue égale à ce montant sur la première demande de paiement suivant le dommage et les suivantes si nécessaires.

Cette retenue est restituée à l'entrepreneur dans un délai de quarante-cinq (45) jours à compter de la réception par le maître d'ouvrage de la preuve que tous les dommages causés à l'environnement ont été réparés, et dans le cas où une autorité doit être contactée (ex : pollution d'un cours d'eau...), que cette autorité a donné son accord sur les mesures correctives apportées par l'entrepreneur.

Les dispositions du présent article n'atténuent en rien la responsabilité civile et pénale de l'entrepreneur.

4-4.13. Pénalités pour non fourniture ou non respect des documents d'exécution

En cas d'exécution de travaux sans fourniture d'une procédure, ou sans fourniture de plans d'exécution, en cas de non application partielle ou totale d'une procédure particulière d'exécution ou d'un plan d'exécution, une pénalité forfaitaire de 5000 € sera appliquée au titulaire pour chacun de ces faits, dûment constatés par le maître d'œuvre.

Suite à un avis du maître d'œuvre, si les travaux réalisés dans ce cadre nécessitent d'être repris, ils le sont à la charge exclusive du titulaire.

4-4.14. Pénalités pour non respect de point d'arrêt

En cas d'exécution de travaux alors que le point d'arrêt précédent n'a pas été levé, une pénalité de 5000 € sera appliquée.

Suite à un avis du maître d'œuvre, si les travaux réalisés dans ce cadre nécessitent d'être repris, ils le sont à la charge exclusive du titulaire, et réalisés sans délai.

4-4.15 Pénalités pour dégradations de réseaux

En cas de dégradation ou de coupure accidentelle de réseaux, quelle que soit leur nature (eau, électricité, fibre optique, gaz etc), une pénalité de 2000 € par jour calendaire jusqu'à ce que le réseau soit remis en état de marche, aux frais du titulaire.

Le cas échéant, les frais justifiés par les concessionnaires par la coupure du réseau seront supportés par le titulaire, en plus des pénalités..

4-4.16 Non-respect du PAQ

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, par dérogation à l'article 19 du CCAG une pénalité journalière fixée à 300 €, en cas de non respect d'une des procédures du PAQ.

4-4.18 Pénalités pour retard de transmission de documents

En cas de défaut ou de retard dans la transmission des documents, les pénalités suivantes s'appliquent :

Document	Délai de transmission	Montant de la pénalité
Journaux de chantier	Transmission des journaux de chantier quotidiens de la semaine en cours avant la fin de la semaine	200 € par jour de retard et par journaux de chantier
Planning d'exécution à 3 semaines	Lors de la semaine n, transmission du planning des semaines n+1, n+2 et n+3	500 € par jour de retard, y compris si planning incomplet (semaines manquantes)

Sous-détail de prix	À partir du 15ème jour calendaire après la demande	300 € par jour de retard et par document
Devis	À partir du 15ème jour calendaire après la demande	300 € par jour de retard et par document
Tout autre document à la demande du maître d'œuvre ou du maître d'ouvrage	À partir du 15ème jour calendaire après la demande	300 € par jour de retard et par document

4-4.19 Pénalités pour défaut de signalisation ou balisage

Chaque jour où il aura été constaté et indiqué à l'entrepreneur une carence quelconque ou un défaut de signalisation ou de balisage et dans le cas où l'entrepreneur n'aurait pas réparé dans les 4 heures, il sera appliqué une pénalité de 1000 €, par jour calendaire de retard.

Cette pénalité s'appliquera notamment en cas de défaut de fermeture ou de mise en sécurité des emprises chantier en fin de journée.

4-4.20 Pénalités pour non respect des consignes de l'exploitant de la route

La signalisation et les balisages sont mis en œuvre sous la responsabilité de l'exploitant, qui peut demander leur modification ou leur levée en fonction des événements qu'il doit gérer. Le titulaire est tenu de respecter les consignes données par l'exploitant dans ce cadre, dès qu'il en a connaissance.

En cas de non application des consignes de l'exploitant dans la demie-heure qui suit la transmission des consignes à mettre en œuvre, le titulaire se verra appliquer sans mise en demeure préalable une pénalité de 1000 € par quart d'heure entamé, et ce jusqu'à ce que les consignes soient entièrement respectées.

4-4.21 Pénalités pour non remise en service des axes routiers

Avant chaque remise en service programmée des axes routiers, le titulaire devra avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier, à l'heure déterminée par le maître d'œuvre.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG, qui encourt par ailleurs une pénalité de 1000 € par quart d'heure entamé.

4-4.23 Pénalités pour absence du titulaire lors de la mise en place d'une phase d'exploitation spécifique

En cas d'absence du titulaire ou du responsable de ses sous-traitants alors qu'un dispositif d'exploitation spécifique est mis en place (neutralisation de voie par exemple), une pénalité de 10000 € est appliquée.

4-4.24 Pénalité pour non respect du planning d'exécution

En cas de non mis à disposition d'ateliers conformément à ce qui était prévu au dernier planning d'exécution transmis à la maîtrise d'œuvre, une pénalité de 5000 € est appliquée.

Cette pénalité forfaitaire ne pourra s'appliquer plusieurs fois par jour, même en cas d'absence de plusieurs ateliers. Elle s'appliquera toutefois chaque jour concerné par une constatation du maître d'œuvre.

ARTICLE 5. CLAUSES DE FINANCEMENT ET DE SURETE

5-1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % est exercée sur les acomptes par le comptable assignataire des paiements.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de la retenue de garantie est limité à 3 %.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. Cette garantie à première demande est constituée pour le montant total du marché. En cas d'avenants, elle doit être complétée.

Dans l'hypothèse où la garantie à première demande ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de la garantie de substitution.

5-2. Avances

Les avances sont régies par l'option A de l'article 10.1 du CCAG.

Une avance est accordée au titulaire sauf indication contraire dans l'acte d'engagement. Elle n'est due que sur la base du montant du marché diminué du montant des prestations confiées à des sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

Son montant est fixé, sous réserve des dispositions des articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, à 5 % du montant initial TTC du marché si sa durée, exprimée en mois, est inférieure ou égale à 12 mois ou, si celle-ci est supérieure à 12 mois, à 5 % de 12 fois ce montant TTC divisé par cette durée.

Si le titulaire du marché est une PME (petite et moyenne entreprise), le taux de l'avance est porté à 20 %.

Le paiement de l'avance intervient sans formalité dans le délai global de paiement fixé à l'article 3-2.6 ci-dessus compté à partir de la date de notification de l'ordre de service de démarrage de la période de préparation.

Conformément aux dispositions des articles R.2191-11 à R.2191-12 du CCP, le remboursement de l'avance, effectué par précompte au prorata sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint 65 % du montant initial TTC du marché. Il doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %. Si le taux de l'avance appliqué est supérieur ou égal à 30 %, le remboursement de l'avance intervient dès la première demande de paiement.

Si le marché est passé avec un **groupement conjoint**, les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux prestations exécutées directement par le mandataire et les cotraitants. Les modalités de détermination et de remboursement du montant de l'avance s'appliquent alors au montant en prix de base des prestations de chaque cotraitant.

Conformément aux articles L.2191-2 et L.2191-3 et R.2191-3 à R.2191-12 du CCP, dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct. Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le RMO. Le montant de cette avance est calculé sur le montant TTC des prestations sous-traitées. Le remboursement de

cette avance s'impute sur les sommes dues au sous-traitant selon les mêmes modalités que l'avance accordée au titulaire.

ARTICLE 6. PROVENANCE, QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

6-1. Provenance des matériaux et produits.

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions des dites pièces.

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

6-2. Mise à disposition de carrières ou lieux d'emprunt

Sans objet.

6-3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Le Plan d'Assurance de la Qualité (PAQ), que le titulaire est tenu d'établir et de soumettre au visa du maître d'œuvre, définit les modalités des vérifications, essais et épreuves tant sur le chantier que sur les lieux de production qui relèvent du contrôle intérieur.

Les opérations de contrôle intérieur sont effectuées à la diligence et aux frais du titulaire.

Par dérogation à l'article 24.7 du CCAG, le laboratoire chargé des contrôles extérieurs est rémunéré directement par le maître d'ouvrage.

6-4. Prise en charge, manutention et conservation par le titulaire des matériaux et produits fournis par le maître de l'ouvrage.

Sans objet.

ARTICLE 7. RÉALISATION DES TRAVAUX À PROXIMITÉ DES RÉSEAUX ET IMPLANTATION DES OUVRAGES

7-1. Déclaration d'intention de commencer les travaux

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de DICT et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique dans un délai de dix jours (hors jours fériés) à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse par un exploitant dans un délai de neuf jours (hors jours fériés) à compter de la date d'envoi de la DICT, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le titulaire devra renouveler la DICT dans le cas où un délai de plus de trois mois s'écoulerait entre la consultation du télé-service et le commencement des travaux annoncés dans la DICT, ou en cas d'interruption des travaux pendant plus de trois mois.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT et ses récépissés imprimés dans le bon format.

7-2. Autorisations d'intervention à proximité des réseaux (AIPR)

Le titulaire doit s'assurer que tous ses salariés et ceux de ses sous-traitants intervenant à proximité de ces réseaux, y compris les conducteurs d'engins de chantier, justifient d'une attestation AIPR « Opérateur ».

Il s'engage à communiquer à la demande du maître d'ouvrage la copie des attestations AIPR de ses intervenants et de ceux de ses sous-traitants.

7-3. Réalisation des travaux à proximité de réseaux

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

7-4. Piquetage général

Avant le commencement des travaux, le piquetage général est effectué par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre, pour l'ensemble des ouvrages objet du marché.

7-5. Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés

Le piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés ci-après, tels que canalisations ou câbles situés au droit ou au voisinage des travaux à exécuter, est effectué, par le titulaire contradictoirement avec le maître d'œuvre qui a convoqué les exploitants des ouvrages :

- Canalisation des réseaux humides (EU, AEP, EP)
- Réseaux secs électriques et téléphoniques

Par dérogation à l'article 27.3.1 du CCAG, le titulaire doit préalablement recueillir toutes les informations sur la nature et la position de ces ouvrages ainsi que les mesures de prévention à appliquer pendant l'exécution des travaux.

Le titulaire est tenu de se conformer strictement aux dispositions contenues dans le code de l'environnement, articles R.554-19 à 554-38 et dans l'arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatifs à l'exécution des travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques, de transport ou de distribution.

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, l'entrepreneur titulaire du marché prendra toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé. Il préviendra le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre et se mettra en contact, dans les plus brefs délais, avec le concessionnaire intéressé pour étudier avec celui-ci les mesures techniques qu'il compte prendre pour assurer le maintien en service de ce réseau. Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

En cas de retard de réponses des exploitants de réseaux en cours de chantier, Le maître d'ouvrage pourra ajourner les travaux et indemniser le titulaire en cas de préjudice dûment prouvé par ce dernier.

ARTICLE 8. PREPARATION, COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

8-1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

Il est fixé une période de préparation dont les caractéristiques sont définies à l'article 3-1 de l'acte d'engagement.

Il est procédé, au cours de cette période, aux opérations suivantes :

- Par les soins du titulaire :
 - Élaboration du calendrier détaillé d'exécution des travaux en concertation avec le maître d'œuvre dans le délai de 10 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
 - Établissement et mise au point du SOPRE dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;

- Mise au point et présentation au visa du maître d'œuvre du SOGED - Dispositions spécifiques dans le délai de **30 jours** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation;
- Établissement et remise au maître d'œuvre, dans les conditions prévues à l'article 8-2 du présent CCAP, des études d'exécution nécessaires pour le début des travaux dans le délai de 30 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.
- Établissement du Plan Particulier Simplifié de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS) simplifié prévu à l'article L.4532-9 du code du travail, après inspection commune organisée par le coordonnateur SPS, à l'initiative du titulaire.

Cette obligation est applicable à chaque intervenant.

Les PPSPS doivent être remis au coordonnateur SPS dans un délai de 15 jours à compter du début de la période de préparation.

- Réalisation d'un état des lieux de chaque voirie, publique ou privée, susceptible d'être empruntée par le titulaire au cours des chantiers, contradictoirement avec la maîtrise d'œuvre et un représentant du gestionnaire des voies concernées ;
- Réalisation des DICT sur toute l'emprise du chantier et étendue aux zones de stockages, de manœuvre et autres espaces impactés par les opérations nécessaires à la réalisation des travaux dans le délai de **30 jours** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation ;
- Établissement des constats contradictoires sur les ouvrages avoisinants susceptibles d'être impactés par les dits travaux ;
- Réalisation des sondages de reconnaissances réseaux souterrains ;
- Remise des demandes d'agrément des matériaux et produits;
- Élaboration du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC) en collaboration avec le maître d'œuvre et les gestionnaires des voiries concernées notamment les exploitants de la RN580, de la RD 6580, de l'accès à l'A9 et de la voie communale et des demandes des arrêtés de réglementation de circulation dans **le délai de 30 jours** suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation.

Le DESC comportera :

- des plans décrivant le phasage des travaux, prenant en compte le calendrier environnemental et les phases d'interruption de chantier si nécessaire
- des plans sur lesquels figurera la signalisation de chantier en fonction des phasages (panneaux, distance d'implantation, numéro de la fiche du Manuel du chef de chantier - Routes bidirectionnelles, ...).
- Fourniture de la totalité des sous détails de prix unitaires et forfaitaires des entreprises et ceux des sous-traitants.

Par dérogation à l'article 28.2.2 3^{ème} alinéa du CCAG, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre et des récépissés des seules DICT indispensables au début des travaux.

8-2. Etudes d'exécution des ouvrages

Les études d'exécution des ouvrages sont établies par le titulaire et soumises au visa du maître d'œuvre.

Par dérogation à l'article 29.1.4 du CCAG, ces documents sont fournis en 2 exemplaires dont un

sous forme de fichier informatique et papier dans les formats et caractéristiques suivants : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

Le titulaire a parfaitement pris connaissance de l'ensemble des pièces techniques sur la base desquelles il a élaboré son offre.

Il admet que l'ensemble des études complémentaires, permettant la parfaite réalisation des travaux, procède des études d'exécution à sa charge.

Il constate que les documents qui lui ont été ainsi remis lui permettent de procéder aux études d'exécution qui lui incombent, sans pouvoir élever une quelconque réclamation relative à la qualité ou au caractère suffisant de ces documents.

Conformément à l'article 29.1.5 du CCAG, les travaux de chaque ouvrage ne peuvent pas commencer avant l'obtention du/des visa(s) du maître d'œuvre sur les études d'exécution nécessaires au démarrage des travaux.

8-3. Echantillons - Notices techniques - Procès verbal d'agrément

Le titulaire est tenu de fournir à ses frais tous les échantillons, notices techniques et procès verbaux d'agrément demandés par le maître d'œuvre et ce dans les délais prévus par celui-ci.

8-4. Installation, organisation, sécurité et hygiène des chantiers

Pour l'application des articles 31 à 34 du CCAG, le titulaire doit tenir compte des compléments suivants :

8-4.1. Installation des chantiers de l'entreprise

Le projet des installations de chantier indique, notamment, la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation ; ces dates doivent être telles que les conditions d'hébergement et d'hygiène sur le chantier soient toujours adaptées aux effectifs.

Les charges d'assurance, de gardiennage, d'entretien et de fonctionnement de ces installations sont à la charge du titulaire.

Le titulaire est tenu de remettre en état initial les emplacements qui pourraient être mis à sa disposition et à l'issue des travaux, un constat dressera un nouvel état des lieux des emplacements que compte rendre le titulaire.

La remise en état des emplacements sera soumise à réception des travaux et elle pourra être ordonnée aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 37 du CCAG.

En cas de suspicion de pollution, des analyses et les mesures correctives les accompagnant pourront être ordonnées aux frais du titulaire.

8-4.2. Lieux de dépôt des déblais en excédent

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

8-4.3. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

A - Principes généraux

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des

dispositions du Code du Travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur SPS.

B - Autorité du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, y compris les entreprises, des mesures de coordination qu'il a définies, ainsi que des procédures de travail et des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers.

En cas de danger(s) grave(s) et imminent(s), constaté(s) lors de ses visites sur le chantier, menaçant la sécurité ou la santé des travailleurs (tels que chute de hauteur, ensevelissement, etc.), le coordonnateur SPS doit définir les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

La notification de ces arrêts et des mesures préconisées est consignée au Registre Journal de la Coordination. Les reprises, décidées par le maître d'ouvrage, après avis du coordonnateur SPS, sont également consignées dans le registre journal.

C - Moyens donnés au coordonnateur SPS

1. Libre accès du coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS a libre accès au chantier.

2. Obligations du titulaire

Tout différend entre le titulaire et le coordonnateur SPS est soumis au maître d'ouvrage.

Le titulaire communique directement au coordonnateur SPS :

- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé ;
- La liste tenue à jour des personnes qu'il autorise à accéder au chantier ;
- Dans les 5 jours suivant l'acte qui emporte commencement d'exécution de la période de préparation, les effectifs prévisionnels affectés au chantier ;
- Les noms et coordonnées de l'ensemble des sous-traitants, il tient à sa disposition leurs contrats ;
- Tous les documents relatifs à la sécurité et la protection de la santé demandés par le coordonnateur SPS ;
- La copie des déclarations d'accidents de travail.

Le titulaire s'engage à respecter les modalités pratiques de coopération entre le coordonnateur SPS et les intervenants, définies dans le document visé à l'article 2 du présent CCAP.

Le titulaire informe le coordonnateur SPS :

- De toutes les réunions qu'il organise, lorsqu'elles font intervenir plusieurs entreprises, et lui indique leur objet ;
- De son/ses intervention(s) au titre de la Garantie de Parfait Achèvement (GPA) ;

Le titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur SPS

A la demande du coordonnateur SPS, le titulaire vise toutes les observations consignées dans le Registre Journal de la Coordination.

D - Obligation du titulaire vis à vis de ses sous-traitants

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats de sous-traitance les clauses nécessaires au respect des prescriptions du code du travail (4^{ème} partie, livre V, titre III) et les stipulations du présent marché relatives à la coordination SPS.

8-4.4. Signalisation des chantiers à l'égard de la circulation publique

Elle doit être conforme à l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière, définie par l'arrêté du 24 novembre 1967 et l'ensemble des textes qui le modifie.

A- Les prestations suivantes sont à la charge et aux frais du titulaire :

Le titulaire assure l'ensemble de la signalisation temporaire utile au chantier et notamment :

- La production du Dossier d'Exploitation Sous Chantier (DESC) ;
- **Éventuelles neutralisations de voies circulées (ou mise en alternat)** : le titulaire assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux, balisage et autres dispositifs provisoires nécessaires pendant toute la durée des neutralisations et mise en alternat.
- **Signalisation au droit des travaux et aux extrémités des sections en travaux** : Le titulaire assure la fourniture, la mise en place, la maintenance et le repliement des panneaux et dispositifs nécessaires pendant toute la durée des travaux.

B- Contrôles

La signalisation des chantiers dans les zones intéressant la circulation publique est réalisée sous le contrôle du maître d'œuvre avec l'assistance de l'exploitant et des gestionnaires des voies concernées :

- DIR MED / DRC, CEI des Angles pour le réseau national ;
- des services du Conseil Départemental du Gard pour le réseau départemental ;
- des services techniques de la commune de Laudun-l'Ardoise pour la voie communale.

C- Obligations du titulaire

Les plans d'exécution des phases suivant le DESC approuvé devront être produites dans un délai de 15 jours suivant l'ordre de service de démarrage d'exécution des ouvrages ou parties d'ouvrages prescrits par le maître d'œuvre. Avant le début des travaux et pendant tout le cours de ceux-ci, le titulaire doit faire connaître nominativement au maître d'œuvre le responsable de l'exploitation et de la signalisation du ou des chantiers, responsable qui doit pouvoir être contacté de jour comme de nuit.

Le titulaire est tenu d'adapter cette signalisation dès que la situation du chantier se révèle différente de celle prévue à l'origine.

La maintenance effectuée par le titulaire s'entend avec 3 visites par semaine avec compte rendu au maître d'œuvre.

D- Sécurité

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Les véhicules et engins du chantier progressant lentement ou stationnant fréquemment sur la chaussée doivent être pourvus de feux spéciaux prévus à l'article 122 paragraphe c : matériels mobiles alinéa 2 « feux spéciaux » de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière,

livre I- 8ème partie : signalisation temporaire du 6 novembre 1992.

Les engins de chantier évoluant dans les zones travaux doivent être obligatoirement équipés d'un signal sonore de recul. A défaut, un agent à pied chargé d'accompagner le véhicule sera automatiquement présent pour assurer la manœuvre.

En cas de visibilité réduite, un ou plusieurs agents munis d'un fanion K1 avertissent les usagers de la présence à proximité, d'un obstacle fixe ou mobile sur la chaussée ou ses dépendances.

Les véhicules personnels ne sont pas autorisés à circuler sur le chantier et les véhicules de sociétés seront équipés de gyrophares et ne devront pas dépasser la vitesse de 30 km/h.

La signalisation au droit des travaux est réalisée par l'entreprise.

E- Signalisation des fouilles et des engins

Toutes les fouilles situées sur la plate-forme (OH, drainage) et les engins en stationnement la nuit, devront être balisés par des rubans réflectorisés. Conformément à la législation en vigueur, un blindage sera mis en place pour toute fouille d'une profondeur supérieure à 1,30 mètre.

Les engins circulant la nuit et le jour devront être en permanence équipés de dispositifs lumineux et éclairants leur permettant d'évoluer en toute sécurité et d'être parfaitement visibles du personnel, des autres engins et des tiers. Ils devront également être équipés de phares de recul pour les camions et les tombereaux, d'avertisseurs de recul pour les autres engins.

Les compacteurs à pneus devront être équipés de paniers de recueil.

F- Maintien des voies publiques

La circulation publique est prioritaire sur la circulation de chantier, notamment au raccordement des accès chantier avec les voies publiques. Toutes les sujétions de transport et d'organisation du chantier découlant de cette règle sont incluses dans les prix d'installation de chantier du présent marché.

La voirie publique utilisée par l'Entrepreneur, ainsi que la signalisation correspondante seront nettoyées et entretenues régulièrement par l'Entrepreneur. Celui-ci prendra toutes précautions pour éviter les chutes et les entraînements de matériaux.

Sur l'ensemble des zones de circulation du chantier et intersections, l'entrepreneur devra mettre en place et maintenir une signalisation indiquant les points particuliers, les zones de risques et de ralentissement et les indications particulières de circulation (ralentissement, circulation à gauche, présence de fouilles ou d'ouvrage hydrauliques, etc...).

Les panneaux de signalisation seront conformes au Code de la Route (catégorie route normale) et montés sur support vertical.

8-4.5. Maintien des communications et de l'écoulement des eaux

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.6. Démolition de constructions

Les stipulations du CCAG sont applicables.

8-4.7. Emploi d'explosifs- Engins explosifs de guerre – Matériaux dangereux

L'emploi des explosifs est interdit.

8-4.8. Dégradations causées aux voies publiques

En ce qui concerne l'usage des voies publiques, les dispositions particulières, visées à l'article 34 du CCAG qui sont à respecter par le titulaire pour les transports routiers ou pour les circulations d'engins exceptionnels nécessités par les travaux sont les suivantes : nettoyage soigné des véhicules et des chaussées.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG, le titulaire supporte toutes les charges inhérentes aux dégradations qu'il a causées sur les voies publiques.

8-5. Sujétions résultant de l'exploitation du domaine public ou privé

Sans objet.

8-6. Registre de chantier

Les dispositions du CCAG s'appliquent.

ARTICLE 9. CONTROLES ET RECEPTIONS DES TRAVAUX

9-1. Vérification des matériaux et produits - Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

9-1.1. Vérification des matériaux et produits – Essais et épreuves

Les essais et épreuves de matériaux et produits prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG sont réalisés dans les conditions fixées par les procédures d'exécution à la diligence et aux frais du titulaire.

9-1.2. Essais et contrôles des ouvrages en cours de travaux

Les essais et contrôles d'ouvrage ou parties d'ouvrages prévus par les normes homologuées, les fascicules intéressés du CCTG ou du CCTP sont réalisés dans les conditions fixées par le PAQ à la diligence et aux frais du titulaire.

9-2. Réception

9-2.1. Réception des ouvrages

Les stipulations du CCAG sont applicables, compte tenu des compléments suivants :

La réception des ouvrages désignés ci-après :

Plantations nécessitant une reprise

ne peut être prononcée que sous réserve de l'exécution concluante des épreuves définies aux articles du CCTP.

Par dérogation à l'article 41.1 du CCAG, le délai maximal dans lequel le maître d'œuvre procède aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 30 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux ou de la date de réception

de l'avis mentionné à l'article 41.1 du CCAG ou de la date indiquée dans cet avis pour l'achèvement des travaux si cette dernière date est postérieure.

Par dérogation aux articles 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG, dans le cas où le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage n'ont pas fixé la date des opérations préalables à la réception, la réception ne sera pas acquise.

9-2.2. Réceptions partielles

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-3. Prise de possession anticipée de certains ouvrages ou partie d'ouvrage

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-4. Mise à disposition de certains ouvrages ou parties d'ouvrages

Les stipulations du CCAG sont seules applicables.

9-5. Documents fournis après exécution

Le contenu du dossier des ouvrages exécutés (DOE) est fixé comme suit :

- Les plans d'exécutions conformes aux ouvrages exécutés ;
- Les prescriptions de surveillance et entretien
- Une copie de toutes les demandes d'agrément.

Le titulaire remet au maître d'œuvre tous les documents, sous format numérique. Seuls les formats et caractéristiques des fichiers informatiques suivants seront acceptés : Les plans seront remis sous le format : dwg, dxf pour Autocad, les autres documents, ppt, doc, xls, pour Microsoft Office sxw, sxc, odc, odp, odt, pour LibreOffice, pdf - ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites

En complément, les documents ci-dessous doivent être fournis au format physique numérique ou papier :

Plans des aménagements exécutés au format DWG calés dans le référentiel CC44

9-6. Délai de garantie

Par dérogation à l'article 44.1 du CCAG, le délai de garantie de l'ensemble des ouvrages est fixé à 1 an.

9-7. Garanties particulières

Sans objet.

ARTICLE 10. RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le RMO des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG

complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, le maître d'ouvrage se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 50.3.1.h du CCAG.

Par dérogation à l'article 50.3.1 du CCAG :

- L'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP peut entraîner, sans mise en demeure préalable, la résiliation du marché pour faute du titulaire, par décision du RMO, aux frais et risques du déclarant.
- Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP ou aux articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail, le maître d'ouvrage peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Lorsque le titulaire est, au cours de l'exécution du marché, placé dans l'une des situations mentionnées aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP ayant pour effet de l'exclure d'un marché, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour ce motif, conformément aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du CCP et dans les conditions de l'article 51.1.2 du CCAG.

Si le titulaire ne déclare pas sans délai sa mise en sauvegarde, en redressement judiciaire ou en liquidation judiciaire conformément à l'article L.2195-4 du CCP, le maître d'ouvrage peut résilier le marché dans les conditions de l'article 50.1.2 du CCAG.

Dans le cas de résiliation pour faute du titulaire nécessitant une mise en demeure, cette dernière doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maître d'ouvrage.

Dans le cas où le maître d'ouvrage résilie pour motif d'intérêt général, le pourcentage d'indemnisation prévu au premier alinéa de l'article 50.4 du CCAG est fixé à 5%.

Dans le cadre d'une résiliation nécessitant l'inventaire des matériaux approvisionnés ainsi que l'inventaire descriptif du matériel et des installations de chantier, le titulaire, ou ses ayants droits, tuteur, administrateur, ou liquidateur seront convoqués par lettre recommandée avec avis de réception postale ou sous forme électronique dans les conditions fixées à l'article 1-3.10 ci dessus.

Après mise en demeure restée sans effet dans un délai de deux mois et en application de l'article L8222-6 du Code du travail le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de non respect des articles L8221-3 à L8221-6 sur le travail dissimulé.

ARTICLE 11. CLAUSE SOCIALE D'INSERTION

Preamble :

Selon l'article L3-1 du Code de la commande publique, « la commande publique participe à

l'atteinte des objectifs de développement durable, dans leurs dimensions économique, sociale et environnementale, dans les conditions définies par le présent code ».

Conformément à l'article 20.1.2 du CCAG-Travaux, le titulaire devra réaliser une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales et/ou professionnelles.

Le maître d'ouvrage s'est engagé dans une politique volontariste d'insertion des personnes en difficulté par le travail. Pour ce faire, il est fait appel aux entreprises par le biais des marchés publics.

11.1 Heures d'insertion sociale

Le maître d'ouvrage prévoit de réserver, à l'occasion de l'exécution du marché, le nombre d'heures suivant :

Désignation	Nombre d'heures d'insertion minimales sur les deux ans
Lot unique	350 heures

11.2 Public concerné par l'opération d'insertion :

Selon l'article L2112-2 du Code de la commande publique « les clauses du marché précisent les conditions d'exécution des prestations, qui doivent être liées à son objet. Les conditions d'exécution prennent en compte des considérations relatives (...) au domaine social, à l'emploi ou à la lutte contre les discriminations. »

Au vu du présent marché, le titulaire s'oblige à conduire une action d'insertion auprès d'un public rencontrant des difficultés d'accès à l'emploi.

Selon l'article 20.1.1 du CCAG-Travaux, les personnes visées par l'action d'insertion professionnelle relèvent exclusivement de l'une des catégories suivantes :

Une priorité est donnée aux résidents en Quartier Prioritaire de la Politique de la Ville

Personnes répondant à des critères d'éloignement du marché du travail :

- ✓ Demandeurs d'emploi de longue durée (plus de 12 mois d'inscription au chômage) sans activité ou en activité partielle (moins de 6 mois dans les 12 derniers mois) ;
- ✓ Bénéficiaires du RSA en recherche d'emploi ;
- ✓ Personnes ayant obtenu la reconnaissance de travailleurs handicapés au sens de l'article L5212-13 du code du travail orientés en milieu ordinaire et demandeurs d'emploi fixant la liste des bénéficiaires de l'obligation d'emploi ;
- ✓ Bénéficiaires de l'allocation spécifique de solidarité (ASS), de l'allocation adulte handicapé (AAH), de l'allocation d'Insertion (AI), de l'allocation veuvage, ou de l'allocation d'invalidité ;
- ✓ Jeunes de moins de 26 ans en recherche d'emploi :
 - sans qualification (infra niveau 3, soit niveau inférieur au CAP/BEP) et sortis du système scolaire depuis au moins 6 mois ;
 - diplômés, justifiant d'une période d'inactivité de 6 mois depuis leur sortie du système scolaire ou de l'enseignement supérieur ;
- ✓ Demandeurs d'emploi seniors (plus de 50 ans) ;

- ✓ Jeunes en suivi renforcé de type PACEA, SMA, SMV, en sortie de dispositif Garantie Jeunes
- ✓ Habitants des quartiers prioritaires de la politique de la ville éloignés de l'emploi ;
- ✓ Personnes ayant le statut de réfugié ou bénéficiaires de la protection subsidiaire ;
- ✓ Personnes rencontrant des difficultés particulières sur proposition motivée de Pôle emploi, des maisons de l'emploi, des plans locaux pour l'insertion et l'emploi (PLIE), des missions locales, de Cap emploi ou des maisons départementales des personnes handicapées (MDPH).

Personnes recrutées et accompagnées dans une structure reconnue par l'Etat :

- ✓ Personnes prises en charge dans le secteur adapté ou protégé : salariés des entreprises adaptées, des entreprises adaptées de travail temporaire ou usagers des ESAT
- ✓ Personnes prises en charge dans les structures d'insertion par l'activité économique (IAE) mentionnée à l'article L5132-4 du code du travail, c'est-à-dire :
 - mises à disposition par une association intermédiaire (AI) ou une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI) ;
 - salariées d'une entreprise d'insertion (EI), d'un atelier chantier d'insertion (ACI)
- ✓ Personnes employées par une régie de quartier ou de territoire agréée ;
- ✓ Personnes prises en charge dans des dispositifs particuliers, notamment les Etablissements Publics d'Insertion de la Défense (EPIDE) et les Ecoles de la deuxième Chance (E2C) ;
- ✓ Personnes en parcours d'insertion au sein des groupements d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ) ;
- ✓ Personnes sous-main de justice employées en régie, dans le cadre du service de l'emploi pénitentiaire de l'agence du travail d'intérêt général et de l'insertion professionnelle (ATIGIP) ou affectées à un emploi auprès d'un concessionnaire de l'administration pénitentiaire.

L'éligibilité des publics doit être établie préalablement à la mise en œuvre des actions. Celle-ci ne repose que sur les statuts des personnes et non sur les contrats qui leur sont proposés (exemple : contrats d'alternance)

L'objectif est de procéder à de nouveaux recrutements de personnel en insertion professionnelle à l'occasion des marchés publics.

Des candidats pourront être proposés par les Facilitateurs.

11.3 Coordonnées du facilitateur :

Afin de faciliter la mise en œuvre de la démarche d'insertion, le titulaire bénéficie de l'accompagnement d'un facilitateur, désigné ci-après, selon l'article 20.1.4 du CCAG-Travaux, notamment :

- Informer les entreprises soumissionnaires pendant la préparation de leur offre sur la base des documents remis lors de l'appel d'offres,
- Accompagner les entreprises titulaires pour la mise en œuvre de cette condition d'exécution en fonction des spécificités des prestations et en relation avec le maître d'œuvre pour les travaux,
- Proposer des publics prioritaires.

Les entreprises peuvent obtenir des informations et des explications sur les dispositifs et mesures pour l'emploi auprès de la cellule clause d'insertion dans les marchés publics :

- Gard : Coralie DUPIN 04 66 79 01 02 c.dupin@gardrhodanien.fr

11.4 Modalités de mise en œuvre :

Les modalités de réalisation de la clause sociale d'insertion sont les suivantes :

- L'embauche directe de personnes éligibles, en contrat à durée indéterminée (CDI), en contrat à durée déterminée (CDD) par l'entreprise titulaire, ou en contrats en alternance (contrat de professionnalisation ou contrat d'apprentissage).
- La mise à disposition de salariés éligibles via le recours à une association intermédiaire (AI), ou à une entreprise de travail temporaire d'insertion (ETTI), ou à une entreprise adaptée de travail temporaire (EATT), ou à un groupement d'employeurs pour l'insertion et la qualification (GEIQ), ou à une entreprise de travail temporaire (ETT) ;
- Le recours à la co-traitance, à la sous-traitance ou au groupement d'opérateurs économiques avec une entreprise d'insertion (EI), un atelier chantier d'insertion (ACI), une régie de quartier (RQ), une entreprise adaptée (EA), un établissement et service d'aide par le travail (ESAT), une entreprise d'insertion par le travail indépendant (EITI), ou un travailleur indépendant handicapé (TIH).

11.5 Globalisation des heures d'insertion :

La globalisation des heures d'insertion décrite à l'article 20.1.3 du CCAG-Travaux est possible : Si, dans un même bassin d'emploi, le titulaire est attributaire d'un ou plusieurs autres marchés comportant une clause d'insertion sociale, le titulaire peut solliciter auprès du facilitateur, la globalisation des heures d'insertion, afin de favoriser le parcours d'insertion des personnes éloignées de l'emploi.

Elle est mise en œuvre à la suite de la demande du titulaire et vise à la réalisation de prestations conformes aux différents marchés des différents acheteurs concernés.

Elle intervient dans l'intérêt conjoint d'entreprises attributaires de plusieurs marchés comportant des clauses sociales d'insertion et dans celui des participants aux clauses sociales, dont le parcours d'insertion est ainsi plus susceptible de s'inscrire dans la durée et la qualité.

La globalisation implique de respecter une concordance entre la durée d'exécution du contrat public et les dates du ou des contrat(s) de travail des personnes éligibles à cette condition d'exécution. S'il n'y a pas de concomitance entre l'espace temporel du marché concerné et du contrat de travail de la personne en insertion, la globalisation ne peut pas être valorisée sur le dit marché.

Au niveau du décompte, les heures d'insertion sont affectées à chacun des marchés concernés, à due proportion. Le facilitateur est garant du reporting. La demande peut être déclarée recevable sur la base des critères suivants :

- Si la mesure est favorable au salarié en insertion
- Si la mesure est applicable dans le cadre territorial d'intervention du facilitateur,
- Si la mesure concerne une personne dont l'éligibilité de la candidature au dispositif des clauses sociales d'insertion, a été vérifiée par le facilitateur.

11.6 Sous-traitance et groupement d'opérateurs économiques :

En cas de sous-traitance, le titulaire s'engage à informer le facilitateur afin de recueillir au préalable sa validation quant à la répartition de la volumétrie d'insertion.

En tant que titulaire, il reste responsable de l'exécution du marché et de l'obligation d'insertion.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le mandataire du groupement est l'interlocuteur unique du facilitateur pour le suivi d'exécution de la clause d'insertion.

11.7 Suivi et bilan de l'action d'insertion :

A la demande du maître d'ouvrage, la *Structure facilitatrice référente du territoire* procédera au suivi et au bilan de l'exécution des actions d'insertion pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé.

Conformément aux articles 20.1.4.2 à 20.1.4 du CCAG-Travaux :

- Le titulaire désigne un correspondant opérationnel pour le suivi des actions d'insertion professionnelle, interlocuteur privilégié de l'acheteur et du facilitateur.
- A l'initiative de l'acheteur, une réunion de mise au point de l'action d'insertion est organisée avec le titulaire et le facilitateur le cas échéant, après notification du marché, dans un délai de 1 mois.
- Les renseignements utiles propres à permettre le contrôle et le suivi de l'exécution de la clause sociale d'insertion, font l'objet d'une communication tous les mois (avant le 12 du mois suivant le mois travaillé). Devra être transmis le justificatif suivant : Relevé d'heures mensuel mentionnant la date d'embauche, le type de contrat, le poste occupé, nombre d'heures réalisées, l'affectation sur le marché, etc.

NB : les informations doivent être traitées en conformité avec les règles applicables au traitement des données à caractère personnel (voir la clause RGPD).

Un contrôle de l'action d'insertion sera réalisé tout au long de l'exécution des prestations :

- Le facilitateur établit pendant toute la durée du marché un bilan périodique sur la base des justificatifs transmis par les titulaires, à destination de l'acheteur ;
- Le facilitateur transmet un bilan final dans les trois mois suivant la fin de l'exécution du marché, à destination de l'acheteur.

Ces bilans portent sur les aspects quantitatif et qualitatif de l'action d'insertion.

Durant l'exécution du chantier ou de la prestation, le suivi de l'action d'insertion se fera également lors de réunions auxquelles le chargé de mission clauses d'insertion pourra être amené à participer. Le chargé de mission clauses d'insertion suivra l'évolution du salarié en lien avec le référent professionnel de l'entreprise, et le référent social (prescripteur ou opérateur d'insertion).

En cas de difficulté d'exécution (plan de sauvegarde de l'emploi, redressement ou liquidation judiciaire), le titulaire du marché doit informer le chargé de mission clauses d'insertion par courrier recommandé avec AR et produire les justificatifs correspondants dès lors qu'il ne pourra plus assurer son engagement. Dans ce cas seront étudiés avec le titulaire, avec l'accord du *maître d'ouvrage*, les moyens à mettre en œuvre pour parvenir aux objectifs ou pour suspendre les obligations.

11.8 Pénalités relatives à l'insertion :

Les pénalités pour non-respect de la clause sociale d'insertion prévue à l'article 20.1.5 du CCAG-Travaux sont les suivantes :

Manquement constaté	Pénalité applicable
Non-respect du nombre d'heures d'insertion	50€ HT par nombre d'heures d'insertion non réalisées
Non-transmission, ou transmission partielle, ou retard de transmission des documents et attestations propres à permettre le contrôle de l'exécution de l'action d'insertion professionnelle	100€ HT par jours de retard et par document

Le titulaire se voit appliquer une pénalité forfaitaire après mise en demeure restée infructueuse.

Les exonérations de pénalités en cas de difficultés d'exécution doivent respecter les conditions prévues à l'article [1.3.7 Suivi de l'action d'insertion]. Dans ce cas, la pénalité ne s'applique pas à la part des heures d'insertion initialement prévues pour lesquelles l'acheteur ou le facilitateur ne sont pas parvenus à trouver un moyen pour le titulaire d'y recourir.

11.9 RGPD :

Le Titulaire est informé que la gestion des données de ces bilans nominatifs est confiée au facilitateur. Ces données sont traitées dans le logiciel « Clause », développé par la société Cityzen du Groupe UP à la demande de l'Alliance Villes Emploi, qui a fait l'objet d'une déclaration à la CNIL.

A ce titre, les Bénéficiaires, les représentants du Titulaire, les représentants de l'acheteur, les représentants de tous partenaires impliqués dans la mise en application de la clause sont informés que les informations recueillies sont enregistrées dans un fichier informatisé pour réaliser le suivi dans le cadre du dispositif clause d'insertion.

Le Titulaire ou le facilitateur est responsable du traitement des données collectées. Les données sont conservées pendant une durée de quarante-huit (48) mois à partir du premier (1er) jour de la prise de poste et 24 mois après la fin de la période concernée par le Marché.

Ces données sont destinées au service des clauses d'insertion et aux organismes partenaires emploi - insertion susceptibles d'intervenir et d'accompagner les démarches.

Il est possible à tout moment de demander l'accès, la rectification, l'effacement, la portabilité ou la limitation des données vous concernant, ou vous opposer à leur traitement, en contactant les référents suivants selon les structures :

- Gard (30) : dpo@gard.fr

Toute personne estimant que le droit à la protection de ses données n'est pas assuré, peut introduire une réclamation auprès de la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 12. DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCAP, de l'AE et du CCTP sont apportées aux articles suivants des documents et des normes françaises homologués ci-après :

a) CCAG :

CCAP 1-3.10	déroge aux articles	3.1 et 3.2.1 du CCAG
CCAP 1-6.3.4	déroge à l'article	8.1.3 du CCAG
CCAP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG
CCAP 3-2.1	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 3-2.5	déroge à l'article	12.4.2 et 12.4.4 du CCAG
CCAP 3-2.7	déroge à l'article	10.4 du CCAG
CCAP 3-3.3	déroge à l'article	12.2.1 du CCAG
CCAP 3-5	déroge à l'article	13.5 du CCAG
CCAP 3-6	déroge à l'article	14.4.3 et 14.4 du CCAG
CCAP 4	déroge à l'article	19.2.1, 19.2.2 et 19.3 du CCAG
CCAP 4-3.2	déroge à l'article	19.2.5 du CCAG
CCAP 4-4.16	déroge à l'article	19 du CCAG
CCAP 6-3	déroge à l'article	24.7 du CCAG

CCAP 7-5	déroge à l'article	27.3.1 du CCAG
CCAP 8-1	déroge à l'article	28.2.2 3ème alinéas du CCAG
CCAP 8-2	déroge à l'article	29.1.4 du CCAG
CCAP 8-4.8	déroge à l'article	34.1 du CCAG
CCAP 9-2.1	déroge à l'article	41.1, 41.1.2 et 41.1.3 du CCAG
CCAP 9-6	déroge à l'article	44.1 du CCAG
CCAP 10	déroge à l'article	50.3.1 du CCAG

b) CCTG et CPC travaux publics

c) Normes françaises homologuées

d) Autres normes